



Organization for Security and Co-operation in Europe
The Representative on Freedom of the Media
Harlem Désir

246/17

Vienne, le 5 septembre 2017

SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes

Madame, Monsieur,

Je vous remercie de la lettre que vous m'avez adressée le 4 septembre 2017, appelant mon attention sur la situation du journaliste Loup Bureau actuellement détenu en Turquie et des autres journalistes turcs et étrangers emprisonnés et poursuivis dans ce pays.

Loup Bureau, comme vous le rappelez, est détenu par les autorités turques depuis le 26 juillet dernier, date à laquelle il a été interpellé près de la frontière entre la Turquie et l'Irak, dans la province de Sirnak, alors qu'il effectuait un reportage sur les conflits en cours dans la région. Le 1er août, il a été transféré au pénitencier de Sernak et mis en accusation par la justice turque pour "appartenance à une organisation terroriste armée". Loup Bureau ne faisait en fait qu'exercer son métier de journaliste, celui d'enquêter et d'informer.

Dès que j'ai eu connaissance de l'arrestation de Loup Bureau, le 2 août, j'ai publiquement demandé sa libération. Le 4 août, j'ai adressé au Ministre des Affaires étrangères turc, M. Mevlüt Çavuşoğlu, un courrier lui rappelant les obligations de la Turquie concernant la liberté des médias et demandant la levée de toutes les charges pesant sur Loup Bureau ainsi que sa remise en liberté.

Dans leur réponse, les autorités turques n'apportent aucune réponse ni justification acceptables concernant la détention de Loup Bureau.

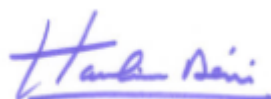
Je veux rappeler qu'au terme de leurs engagements au sein de l'OSCE et de leurs obligations internationales, les Etats participants se doivent de garantir et de protéger la liberté des médias. Les journalistes doivent pouvoir exercer leur métier y compris dans des zones de conflit et les Etats ont le devoir de les protéger. Il n'est pas acceptable d'amalgamer les journalistes avec les acteurs des conflits, encore moins de les accuser d'appartenance à des organisations terroristes sans fondement.

Comme vous le soulignez, de nombreux autres journalistes turcs et étrangers sont actuellement en prison en Turquie. C'est notamment le cas des journalistes allemands Deniz Yücel, arrêté le 14 février 2017, Meşale Tolu, arrêtée le 30 avril 2017 et emprisonnée avec son enfant de 2 ans, mais aussi des journalistes de la rédaction du quotidien Cumhuriyet, notamment Kadri Gürsel et Ahmet Şık, pour ne citer que quelques-unes des grandes figures de la presse turque au sujet desquelles j'ai eu à intervenir à plusieurs reprises auprès du gouvernement turc.

Je veux vous assurer de ma pleine mobilisation pour obtenir la libération de Loup Bureau et des autres journalistes emprisonnés et poursuivis en Turquie, ainsi que des efforts sans relâche déployés auprès des autorités turques et de leur représentation permanente à l'OSCE à Vienne dans ce sens.

Je vous remercie de votre propre mobilisation qui, comme celle de nombreuses autres organisations de défense de la liberté de la presse à l'échelle internationale et de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) que je rencontrerai à Bruxelles, est essentielle dans ce moment.

Restant à votre entière disposition pour toutes les démarches que nous pourrions entreprendre pour la libération de Loup Bureau, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les plus cordiaux.



Harlem Désir